

Les dates clés du mandat de Mario Draghi à la Banque centrale européenne

Publié le 24 septembre 2019

Une épanadiplose narrative. Cette figure de style littéraire qui consiste à achever une œuvre comme on l'a commencée, décrit plutôt bien l'action menée par Mario Draghi durant son mandat de Gouverneur à la Banque centrale européenne. Retour sur huit années de politique monétaire accommodante...

3/11/2011. Dès sa première réunion de politique monétaire à la tête de la BCE, Draghi annonça une réduction du taux d'intérêt « Refi » (principal taux directeur, duquel découlent les taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales dans leur activité de crédit). Cette décision marqua une rupture dans la stratégie de hausses des taux opérée par son prédécesseur Jean-Claude Trichet entre avril et juillet 2011. Draghi récidiva un mois plus tard lors de la réunion du 8/12/2011. Le tempo était donné.

26/7/2012. A Londres, au pire de la crise des dettes souveraines (le scénario du Grexit était alors très probable) **Draghi sauva l'Union monétaire en seulement trois mots : « whatever it takes »**. La BCE s'engagea en effet à préserver l'euro, « quoi qu'il en coûte ». Cette formule suffit à rétablir la confiance des investisseurs vis-à-vis des Etats les plus fragiles (baisse des taux souverains à 10 ans). Un modèle de crédibilité.

6/9/2012. Draghi matérialisa le « whatever it takes » en créant le programme OMT (Opérations Monétaires sur Titres) : **il permet à chaque Etat membre de la zone euro qui en ferait la demande de bénéficier d'un financement direct de sa dette publique**. Cette mesure, qui de fait était sur le fil du rasoir du mandat de la BCE (maintien d'une inflation « inférieure à, mais proche de 2% à moyen terme »), n'a jamais été activée, sa simple existence ayant suffi à provoquer une détente sur les marchés obligataires.

5/6/2014. Alors que le spectre de la déflation hantait l'Europe depuis un an, Draghi annonça une réduction du taux « Refi » à 0,15% (un plus bas d'alors) et **activa pour la première fois le levier non conventionnel de la politique monétaire** : lancement d'opérations de refinancement de long terme ciblées (TLTRO) et application d'un taux négatif sur les dépôts bancaires à la BCE. Ces mesures étaient destinées à soutenir l'activité de crédit des banques auprès de l'économie réelle.

22/1/2015. Le décrochage des anticipations d'inflation poussa Draghi à franchir le Rubicon : **il annonça le lancement d'un gigantesque programme d'assouplissement monétaire** (QE pour « quantitative easing ») censé inciter les investisseurs à réallouer leur portefeuille vers le financement de l'économie réelle. **Du fait de fragilités persistantes, le 10/3/2016 Draghi annonça l'ouverture totale des vannes monétaires** : taux « Refi » à 0%, taux sur les facilités de dépôts à -0,4%, nouvelles opérations de TLTRO et hausse du QE. Tout simplement inédit.

13/12/2018. La reprise économique poussa Draghi à diminuer le stimulus monétaire en mettant fin au QE et en annonçant une première hausse des taux d'ici à l'été 2019. Après 7 années de politique accommodante, la normalisation semblait enfin amorcée.

12/9/2019. Pour sa dernière réunion de politique monétaire, Draghi a annoncé un nouveau train de mesures accommodantes du fait de l'assombrissement des perspectives économiques.

[>> Consulter le Medef Actu-Eco du 19 septembre 2019](#)